

Opération de Sauvegarde des Sourds

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Quincay le 9 mai 2008

Monsieur le Président de la République,

Vous êtes le Président de tous les Français. Vous êtes aussi le Président des Sourds.

Dans votre allocution à l'occasion du 47^{ème} congrès de l'UNAPEI, le 9 juin 2007, au Palais des Congrès de Tours, vous avez dit une parole essentielle pour penser le handicap :

« Le handicap c'est la rencontre entre deux réalités. Entre un individu et la société. Il y a, d'un côté, les incapacités qu'une personne peut connaître. Mais il y a également, de l'autre côté, et on ne le dit pas suffisamment, l'inadaptation de l'environnement, c'est-à-dire l'inadaptation de la société. Le handicap c'est donc, avant tout, l'attention portée par la société à l'ensemble de ses citoyens. »

C'est sur cette pensée que nous interpellons votre haute autorité sur notre situation de personnes Sourdes.

En ce qui nous concerne, la société est inadaptée. En témoigne le mal-vivre que nous expérimentons dans notre quotidienneté et notre difficulté à exercer véritablement notre citoyenneté. Et, pour cause, les chiffres de l'échec de l'éducation dispensée parlent d'eux-mêmes : 80 % d'entre nous avons un niveau de CE2 en langue française (selon le rapport « Les 115 propositions pour le droit des sourds » de GILLOT).

Et, ce n'est que la face reconnue. Nous sommes pour la plupart en situation de semi-linguisme. Cela veut dire que nous ne possédons même pas la langue des signes. Or, c'est la seule langue qui nous soit pleinement accessible, qui nous permet de développer au plus haut point notre potentiel de pensée, de parole et d'action. Elle permet donc l'exercice plein de notre citoyenneté.

Et, aussi, ce n'est que la face émergée. Car les aspects cachés, en tout cas moins facilement repérables, de l'échec se traduisent en somme dans notre vécu par de grandes difficultés à vivre dans le monde : manque d'autonomie, rapport conflictuel à soi-même et à l'autre, troubles psychologiques, socialisation problématique, etc.

Cette situation n'est pas inéluctablement liée à notre surdité. D'autres pays l'ont compris. Leurs citoyens Sourds ont un niveau socioprofessionnel nettement meilleur. Curieux revers de l'Histoire, ces pays suivent l'exemple de l'Abbé de l'Epée, premier pédagogue au monde à avoir utilisé, au 18^{ème} siècle, la langue des signes pour l'instruction des jeunes Sourds. Il avait compris que pour en faire de « bons chrétiens et de bons travailleurs », la meilleure façon, c'est justement d'utiliser leur « langue gestuelle ».

La raison de notre situation est que notre langue, appelée officiellement langue des signes française, n'est pas vraiment reconnue.

Votre gouvernement a enterré l'héritage de notre illustre bienfaiteur en 1884 quand le gouvernement a entériné les conclusions du congrès de Milan en 1880 en posant

l'interdiction de la langue des signes et l'injonction de « la méthode orale pure » comme principes directeurs de l'éducation des Sourds.

Cela a duré un siècle. Nous avons été interdits de vivre pendant un siècle !

Cette interdiction a été à peine levée dans le courant des années 1970 sous la pression d'un mouvement militant de Sourds, professionnels et parents, auquel se sont joint quelques chercheurs de diverses branches acquis au bien-fondé de la langue des signes dans le développement des Sourds. Pourtant, nous ne sommes pas encore arrivés à sa reconnaissance pleine et entière et encore moins à son application étendue dans l'enseignement. Depuis lors, ce n'est que timidement que cette langue a fait son entrée dans les textes législatifs par la loi 1991 de Fabius (article 33) qui prône le libre choix des parents entre une éducation bilingue ou une éducation oraliste. La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées confère à notre langue le statut de langue à part entière.

Cette reconnaissance inscrite dans les textes ne se traduit pas dans la pratique par l'obligation de l'enseignement et le développement des lieux d'usage de cette langue notamment pour les enfants Sourds. En effet, la politique de l'intégration scolaire en écarte un nombre croissant d'enfants et les empêche de s'épanouir dans un environnement linguistique approprié à leurs capacités perceptives et communicationnelles. Au nom d'un désir légitime d'intégration sociale, cette pratique les place dans une situation constante d'efforts qui constitue une « désintégration » identitaire.

La loi est en principe favorable au bilinguisme, mais dans les faits, l'oralisme associé presque systématiquement à l'implant cochléaire est souvent prôné comme la meilleure solution par les médecins. Mais force est de constater que cette « solution » a souvent une incidence néfaste pour l'intégrité physique et psychologique de l'enfant et elle n'apporte pas les résultats qu'on serait en droit d'exiger d'une intervention lourde. En effet, l'interaction homme-machine est encore mal maîtrisé par la science et peut engendrer de graves problèmes de santé.

Monsieur le Président, ce que nous vous disons là est très grave. Ce sont des vérités, c'est notre parole. Les pratiques institutionnelles conçues pour nous, nous les avons expérimentées dans notre chair et notre âme et si nous donnons notre verdict, c'est que nous savons de quoi nous parlons. Si nous n'avons rien dit jusqu'à présent, ou seulement murmuré, c'est que justement à cause d'une éducation hautement déficitaire, nous avons été amputés de nos outils pour penser, parler et agir normalement.

L'erreur de base du système éducatif français qui est source non seulement d'un amoindrissement de nos capacités à l'autonomie et à la citoyenneté, mais aussi d'une grande souffrance est de nous considérer exclusivement, comme c'est la tendance actuelle, comme des malades, des déficients auditifs. Cette focalisation sur notre déficit sensoriel occulte les ressources extraordinaires de notre vision et notre corporalité dont la langue Sourde est la pierre angulaire. Une erreur qui, il faut bien le dire, a un coût exorbitant pour le budget de l'Etat. La prise en compte des dimensions linguistiques et culturelles des Sourds comme éléments fondateurs de leur insertion dans le réel et dans la société est le gage de la simplicité, de l'efficacité et aussi de l'économie pour le traitement institutionnel du public Sourd.

L'Abbé de l'Épée, figure emblématique de la France, l'avait compris. D'autres pays l'ont compris et poursuivent la voie qu'il a tracée. La Fédération Mondiale des Sourds qui représente 123 pays, à laquelle la Fédération Nationale des Sourds de France est affiliée, prône la reconnaissance pleine et entière de la langue des signes dans tous les aspects de la vie des Sourds, y compris notamment dans l'éducation.

Opération de Sauvegarde des Sourds- Patrick BELISSEN – 4 rue du Poirier –86190 Quincay
op.sauv.sourds@gmail.com

En somme, nous refusons l'arbitraire éducatif, la confusion et la barbarie dans lequel sont placés les enfants Sourds quand on les empêche d'accéder à la langue source de leur développement. Nous refusons l'hégémonie de la médecine qui, au mépris de nos réalités de vie, en occultant nos dimensions linguistiques et culturelles, détruit nos vies.

Alors, Monsieur le Président, écoutez-nous, les Sourds, plutôt que les « spécialistes et les experts entendants de la surdité ». Nous sommes bien placés pour proposer un modèle d'éducation, qui soit digne du pays des droits de l'homme et permette aux enfants Sourds de devenir des citoyens à part entière, pleinement conscients et de prétendre au bonheur.

Nous attendons :

- que l'Etat s'engage dans la réforme en profondeur, et dans leurs multiples aspects, des pratiques institutionnelles concernant la population Sourde, notamment celles de l'éducation. Cet engagement se concrétisera par la création d'un Observatoire des Affaires Sourdes, sous l'autorité de la Fédération Nationale des Sourds de France, dirigé par parité de chercheurs de toutes disciplines (scientifiques, philosophes, juristes, etc.), indépendants de tout rattachement commercial et médical, et de représentants de la communauté Sourde. Cet observatoire aura pour mission de faire une étude approfondie, exhaustive et basée sur le long terme, sur les pratiques existantes. Cette recherche en dégagant les principes fondamentaux d'une conception saine (non médicale !) de la personne Sourde dans sa globalité et son écologie, servira de base pour l'élaboration d'une nouvelle politique permettant aux Sourds une véritable citoyenneté par l'exercice du plein potentiel de pensée, de parole et d'action.
- que l'Etat encourage la création et le développement, sur tout le territoire français, de lieux d'enseignement où cette langue peut être pleinement enseignée et pratiquée pour que tous les enfants Sourds puissent recevoir une éducation digne de ce nom.

Monsieur le Président, nous vous demandons de nous accorder votre attention. Nous vous demandons votre haute protection.

Monsieur le Président, cette lettre est un appel. Nous sommes déterminés à ce qu'il aboutisse.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en notre dignité et en notre profond respect.

Pour l'équipe OSS-2007
Patrick BELISSEN